

## Conseil de gouvernement du jeudi 05/07/2012



### Le conseil de gouvernement adopte trois projets de lois visant le renforcement de la coopération entre le Maroc et l'Azerbaïdjan

Le conseil de gouvernement a adopté jeudi trois projets de lois relatives à des conventions internationales visant le renforcement de la coopération entre le Maroc et l'Azerbaïdjan dans divers domaines.

Présentés par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saad Dine El Otmami, ces textes concernent le projet de loi N-69.12 en vertu duquel le gouvernement entérine la convention de coopération judiciaire, dans les domaines civil et commercial, signée le 14 mars 2011 à Bakou entre les deux pays, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Cette convention conclue dans le cadre du renforcement des relations d'amitié et de coopération fructueuses et constructives entre les deux parties, vise notamment à promouvoir la coopération judiciaire en assurant aux ressortissants de chaque pays signataire, une protection juridique dans les affaires civiles et commerciales devant les instances judiciaires de l'autre partie contractante.

Aux termes de cette convention, les ministères de la justice des deux pays échangent, sur la base d'une demande, les informations sur les textes juridiques et sur le mode de travail en vigueur dans chaque pays donné concernant les questions civiles et commerciales.

Il s'agit également du projet de loi N-12.70 en vertu duquel le conseil de gouvernement donne son accord sur la convention de coopération judiciaire entre les deux pays dans le domaine pénal.

Ainsi, les deux parties s'engagent, conformément aux législations des deux pays, à promouvoir leur coopération en matière des procédures afférentes aux infractions incriminées par les autorités judiciaires du pays demandeur.

Cette coopération concerne aussi la notification et la remise d'actes judiciaires, la mise en oeuvre de commissions rogatoires, outre la mise en place de mesures procédurales liées notamment à l'exécution d'expertise et l'échange de données sur les décisions de condamnation.

Le conseil de gouvernement a en outre adopté le projet de loi N-12.72 en vertu duquel l'Exécutif entérine la convention relative à l'extradition des criminels entre le Maroc et l'Azerbaïdjan.

### Plus de 10 mille postes d'emploi à pourvoir en 2012 selon des "garanties précises de transparence"

Plus de dix mille postes d'emploi dans la fonction publique sont à pourvoir au titre de l'exercice budgétaire 2012, selon des "garanties précises de transparence", a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi.

"Une commission ad hoc a mis en place des garanties précises pour veiller à la transparence des concours, en tenant compte de l'égalité des chances et du mérite au niveau des résultats", a expliqué M. El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

A cet effet, le ministère chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration penche sur le lancement prochainement d'un site électronique comportant les données relatives à ces concours, a ajouté le ministre, rappelant les concours organisés par le ministère de l'Education nationale dernièrement.

### Adoption d'un projet de décret sur la répartition des aides financières destinées à développer la production agricole

Le Conseil de gouvernement a adopté jeudi un projet de décret n 2-12-313 complétant le décret n 2-85-891

du 31 décembre 1985, fixant les mesures de répartition des aides financières octroyées par l'Etat pour le développement de la production agricole.

Lors d'un point de presse à l'issue de ce conseil, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Moustapha El Khalfi, a indiqué que ce projet de décret s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan Maroc Vert (PMV) et des engagements du gouvernement vis-à-vis des professionnels, en vue de développer la production des légumes sous serre.

Une aide financière de l'Etat a été prévue à cet effet, pour l'acquisition et le montage de serres destinées à la production agricole, et ce en vertu du décret n 2-10-579 du 20 mai 2011.

La mise en oeuvre de cette subvention, a-t-il noté, nécessite d'inclure ledit décret dans la liste des textes mentionnés dans l'article 1 du décret n 2-85-891 fixant les mesures de distribution des aides financières octroyées par l'Etat pour le développement de la production agricole.

D'autre part, le porte-parole du gouvernement a relevé que le conseil a suivi un exposé du ministre de la Santé, Lahcen El Ouardi, sur le programme sectoriel de son département pour la période 2012/2016, mettant la lumière sur les principaux défis qu'affronte le secteur, notamment l'insuffisance de financements, les difficultés d'accès au soins et le déficit aigu en matière de ressources humaines et de gouvernance.

L'exposé du ministre de la Santé a porté aussi sur les mesures devant permettre de développer le secteur, soit 55 mesures urgentes en cours de mise en oeuvre et 13 programmes comprenant 28 plans d'action, ainsi que des réformes dont l'élaboration devra être achevée après les assises nationales sur la santé, et qui feront office de charte nationale pour la santé.

M. El Ouardi a indiqué que les plans d'action relatifs aux axes prioritaires portent notamment sur le repositionnement stratégique du ministère de la Santé, la généralisation de la couverture médicale, la consécration de la régionalisation et la facilitation de l'accès au soins dans les zones rurales éloignées ainsi que la réorganisation des urgences.

Ces plans, a-t-il conclu, portent également sur les politiques de prise en charge des maladies mentales et psychiques, les politiques en matière de médicament, de pharmacie et d'équipements médicaux, outre l'organisation de partenariats privé-public, la gestion des ressources humaines et le renforcement de la bonne gouvernance.